

**Arrêté municipal réglementant la circulation et le stationnement sur le territoire communal en agglomération.**

**Le Maire de la Commune de PONT L'ÈVEQUE**

VU la loi 82.213 du 2 mars 1982, modifiée par la loi 82.623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2213-1 L2213-2 L2213-3 et L2215-21 concernant les pouvoirs de police du Maire,

VU le Code de la Route et notamment les articles R417-6 et R417-10,

VU le Code pénal et notamment l'article R610-5,

VU l'Arrêté Municipal ARR2025\_11\_PM57 en date du 12/11/2025 régissant le stationnement dans l'agglomération de Pont l'Evêque,

VU la demande de Monsieur LECAPLAIN Gilles de l'entreprise Poisson TP de Dardilly (69 134) en date du 19 janvier 2026.

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de réglementer la circulation par un stationnement interdit et une chaussée rétrécie route de Rouen sur la RD 675 au niveau du magasin Netto. Il sera nécessaire de mettre en place un alternat manuel afin d'effectuer la réfection de la chaussée suite aux travaux de l'entreprise Elitel.

**ARRÊTÉ :**

**ARTICLE 1** : Entre le lundi 02 février 2026 et le vendredi 06 février 2026 entre 08h00 et 18h00, la circulation sera réglementée par un stationnement interdit et une chaussée rétrécie route de Rouen sur la RD675 au niveau du magasin Netto. Il sera nécessaire de mettre en place un alternat manuel pour l'intervention de l'entreprise Poisson TP.

**ARTICLE 2** : Le demandeur doit se conformer aux dispositions suivantes :

- L'installation sera signalée et perceptible de jour comme de nuit,
- Dès l'achèvement des travaux, la chaussée et les trottoirs seront nettoyés,
- Les détériorations des revêtements de sol ou du mobilier urbain du fait de la présence des engins de chantier seront réfectionnés aux frais du pétitionnaire.

Le non-respect d'une de ces dispositions rendra l'autorisation caduque.  
La durée d'intervention est estimée à 1/2 journée.

**ARTICLE 3** : Les dispositions visées aux articles précédents seront portées à la connaissance des usagers par la pose de barrières et l'affichage du présent arrêté. Cette signalisation sera mise en place et entretenue par le pétitionnaire. La signalisation de balisage sera fournie, mise en place et

entretenu par le propriétaire du matériel ou le pétitionnaire suivant le contrat qui les lie. Le pétitionnaire s'engage à avertir les riverains immédiats de la contrainte d'accès durant le chantier.

**ARTICLE 4 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément à la législation en vigueur. Tout stationnement de véhicule interdit aux termes du présent arrêté sera considéré comme gênant et verbalisé au titre de l'article R.417-10 du Code de la Route. Une mise en fourrière du véhicule gênant pourra alors être effectuée aux frais du contrevenant.

**ARTICLE 5 :** Conformément aux articles R 421-1 à R 421-4 du code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de CAEN dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

**ARTICLE 6:** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur LECAPLAIN Gilles de l'entreprise Poisson TP,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie de Pont-l'Évêque,
- Monsieur le Chef de Centre des Sapeurs Pompiers,
- Monsieur le Responsable de l'Agence routière départementale,
- Monsieur le Brigadier Chef Principal de la Police Municipale
- Madame la Directrice des Services Techniques,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en vérifier la bonne exécution.

Fait à Pont-l'Évêque, le 26 janvier 2026.

Yves DESHAYES,  
Maire de Pont l'Evêque.

